

PRIMES MALADIE: «QU'ILS SE BOUGENT!»

HAUSSE Après un sondage qui montre le pessimisme des assurés, les réactions sur Internet sont virulentes. Et les partis montrés du doigt.



«A quand une révolution en Suisse, une rébellion? Avec tout ce qu'on se fait entuber par le système, au bout d'un moment, faut dire stop avant d'arriver à la catastrophe»

DIEUDO

«Il faut rebaptiser assurance-maladie en impôt maladie, ça me semble plus correct!»

OMER DALORS

«Bizarre que les socialistes, les Verts, le PLR et les autres ne nous proposent pas une caisse unique avec des primes selon le revenu mensuel (comme l'AVS-SUVA), qui serait plus juste pour tout le monde. Depuis le temps que nous pleurons sur ce problème!»

BABOUNETTE

«1994: l'assurance n'est pas obligatoire. Prime de base: 44 fr. par mois. 2011: prime base LAMAL 298 fr. par mois, soit une augmentation de 677%! Et sur la même période, l'augmentation des salaires?»

STAR OF NEWS

«Bizarre que l'UDC, qui pense tellement au bonheur des citoyens, n'ait pas encore fait une initiative pour la suppression de l'obligation de s'assurer»

CHENAPAN

«Et c'est reparti comme chaque année!»

JACJOR

«Caisses maladie = un racket organisé!»

SCORPION 42

«La suppression de l'obligation de contracter est la meilleure solution. Seulement personne ne veut scier la branche sur laquelle il est assis.»

PLUSRIEN

Une majorité des assurés craignent que les primes maladie ne continuent à prendre l'ascenseur. Un sondage publié lundi par Comparis le montre. Et les personnes interrogées sont persuadées que cela va se poursuivre pendant plusieurs années. Un pessimisme qui a suscité des réactions virulentes sur le site du «Matin». Principale interrogation: pourquoi les partis politiques ne se saisissent-ils pas du problème et ne mettent-ils pas un terme à ces augmentations insupportables?

«C'est une fausse perception que de penser que les partis politiques ne font rien dans le domaine, rétorque Ignazio Cassis, conseiller national (PLR/TI) et médecin. Ils s'occupent intensément du problème de la hausse des coûts de la santé.» Pourtant, dans l'opinion publique, c'est surtout la facture qui gonfle qui se fait remarquer plus que l'action politique... «L'activisme peut se révéler néfaste, relève Ignazio Cassis. Il faut être conscient que des réformes structurelles ont été entreprises, comme la réforme du système hospitalier, et qu'elles vont porter leurs fruits. Je mise d'ailleurs sur des hausses de primes bien moins importantes cette année.» Et le radical de souligner que cet automne le Parlement devra se prononcer sur les réseaux de soins intégrés (*managed care*), un système qui devrait permettre de faire diminuer la facture mais qui divise les partis.

«On verra bien au moment de voter sur le projet en septembre quels sont les partis qui sont prêts à faire quelque chose pour lutter contre la hausse des coûts de la santé, et donc des primes.»

Le PDC fonde aussi beaucoup d'espoir dans ce projet. « limiter la hausse des coûts sans atteinte à la qualité des soins est un combat que je mène avec conviction, affirme la conseillère nationale fribourgeoise Thérèse Meyer. Il faut trouver une solution à ce problème, nom d'une pipe! Avec le projet des réseaux de soins intégrés, nous sommes à bout touchant. Tout se jouera à la session d'automne. Espérons que le dogmatisme ne vienne pas tout gâcher.»

SOULAGER LES JEUNES

Du côté de l'UDC, montrée du doigt par certains internautes, on réfute toute forme d'immobilisme. «Nous travaillons toujours au développement et à la mise en place de moyens pour limiter cette hausse des primes», réagit le conseiller national vaudois Guy Parmelin. Comme Ignazio Cassis, il croit à l'efficacité de la réforme hospitalière et du *managed care*.

D'autres solutions sont à l'étude. «Les 19-25 ans ont été particulièrement touchés par les hausses de primes, souligne l'élu UDC. Le poids de la solidarité ne doit pas reposer en grande partie sur les jeunes. La question se pose de savoir s'il ne serait pas judicieux de créer des classes d'âge intermédiaires.»

A gauche, le reproche qui est fait aux politiques de traiter par-dessus la jambe les problèmes de la hausse des primes est reçu plus que froidement. «Nous avons relancé une initiative pour une caisse unique, contre-attaque Jean-Charles Rielle, conseiller national (PS/GE). Et ça, c'est une vraie proposition pour faire diminuer les coûts de la santé. Cela garantira une vraie transparence. Et tant qu'il

n'y a pas de confiance entre les gens, il n'est pas possible de faire de vraies économies.» Le projet de caisse publique est aussi soutenu par les Verts. «C'est un élément important de notre action, indique Ueli Leuenberger, président du parti. La caisse unique permettra d'en finir avec cette multitude de caisses maladie et leurs abus évidents.» ■

Sébastien Jost

LE DÉBAT DU «MATIN»
www.lematin.ch/debat
 ou par SMS
 (envoyez LM CAI au 700 (20 ct./SMS))

CAISSES MALADIE: VOUS SENTEZ-VOUS DÉFENDU PAR LES PARTIS POLITIQUES?